POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

L'O.A.S. et l'ETAT.

ALGERIE

- Le rôle de l'armée française.

DECAZEVILLE

- Chez les mineurs.
- Chez les femmes des mineurs.

ANGLETERRE

- La lutte contre les armes atomiques.

N 36 Janvier 1962

0,30 NF

L'OAS et L'ETAT

Il y a les gendarmes. Trois "représentants de l'ordre" accusés d'avoir torturé à l'électricité quatre Algériens. C'était à Hautmont, dans le Nord. On a dû les juger. Jugement : 150 NF d'amende à chacun (1).

Il y a les gendarmes et il y a leurs juges. Ceux-là c'étaient des juges "civils".

Il y a aussi des juges "militaires".

A Paris, trois officiers sont jugés le 16 janvier pour avoir torturé à l'électricité une Algérienne qui en est morte. Accusés par leurs propres soldats, identifiés, ayant passé des aveux, le rôle de chacun étant nettement établi, ils ont été acquittés par le tribunal permanent des forces armées (2).

Il y a la police. Passons.

Il y a l'armée. Interrogez les soldats revenant d'Algérie.

Gendarmerie, magistrature, police, armée, ça c'est l'Etat.

L'Etat est chargé "d'assurer l'ordre". Contre l'O.A.S. par exemple. On dit souvent que les gens de l'O.A.S. sont des gangsters, des ex-légionnaires (allemands de préférence !), des voyous. Certains le sont, bien sûr, mais la plupart c'est quoi ? Prenons quelques exécutants arrêtés par ci par là : petits politiciens de la Vème., officiers de l'armée, jeunes gens de bonne famille.
Des gangsters ? allons donc ! Ce sont des jeunes gens à diplômes et à voiture, des jeunes bourgeois habitués des boîtes "chic", comme ce Paul Stephani, fils du directeur du Crédit Lyonnais de Toulon et assassin de Locussol à Alençon.

Derrière eux, les papas, oncles et beaux-frères, généraux et colonels, fleur de l'armée française, familiers des salons et des ministères en France, des chambres de torture en Algérie : les Salan, Vaudrey, Godard, Broizat, Argoud.

Puis les amis de la famille, députés, ex-ministres et futurs ministres : les Bidault, Soustelle, Morice, Duchet, tous gens du meilleur monde, le monde de la politique et des conseils d'administration.

Enfin, ceux qui se contentent de financer : dirigeants de compagnies pétrolières, de sociétés, de banques.

Vous prenez tous ces gens-là et vous prenez les autres, c'est-à-dire les "non OAS", les "républicains", les "fidèles défenseurs de l'Etat", et vous leur demandez: profession ? Vous obtiendrez les mêmes réponses : gendarme, officier, magistrat, député, directeur, patron, propriétaire, policier.

(I) Le Monde, 29-I2-6I

(2) Toute la presse, I7 et I8-I-62

Du même coup, ce que "la gauche" appelle pudiquement "la faiblesse du pouvoir dans la répression de l'O.A.S." devient parfaitement clair : "ils ne se mangent pas entre eux". C'est pourquoi on relâche les plastiqueurs, on acquitte les bourreaux, on n'arrête pas les chefs, parfaitement connus du Premier Ministre, on tolère les lynchages d'Algériens, on envisage même un nouveau gouvernement comprenant des représentants à peine camouflés de l'OAS.

Tout celà est-il absurde du point de vue même de la bourgeoisie ? Sans doute. Mais la bourgeoisie, le patronat français, très capable quand il s'agit d'exploiter ses ouvriers, de faire augmenter la productivité, a été incapable de s'adapter aux nécessités d'une "décolonisation" qu'il est d'ailleurs tout aussi incapable d'empêcher.
Après sept années de guerre et de répression, l'appareil de l'Etat se décompose en Algérie, tandis qu'en France appareil d'Etat et bourgeoisie, profondément divisés, font penser à un chien qui tourne en rond en se mordant la queue.

Pour le peuple algérien, aussi dures que soient actuellement ses souffrances, l'issue est certaine, car il lutte pour sa vie, pratique la solidarité et a la volonté de vaincre.

Pour nous, travailleurs français, quel est l'avenir ? qu'allons-nous faire ? que nous propose-t-on ?
La France "grande et généreuse"? La "démocratie rénovée" ? La VIème République ?

Sept années d'atrocités en Algérie, les "putsch" à répétition, les complicités en haut lieu, l'origine sociale commune des factions qui se disputent l'Etat, le mépris du Gouvernement pour ceux qui travaillent, la rapacité et la morgue du patronat, prouvent à suffisance que ce régime et cet Etat sont irréformables. C'est à partir de cette constatation que nous devons envisager notre action, proche ou lointaine.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

L'ARMÉE EN ALGÉRIE

"237 tueurs O.A.S. arrêtés en Algérie pendant les mois de novembre et de décembre","Le gouvernement décidé à lutter sur les deux fronts".
Des grands titres à la une suggèrent à l'opinion publique que l'armée française est "la gardienne de l'ordre en Algérie face aux deux terrorismes aveugles de l'O.A.S. et du F.L.N.". Les petits-bourgeois sont rassurés : l'armée fait son devoir.
Des gens bien "réalistes", parfois même "de gauche", pensent que ce qui empêche la conclusion d'un cessez-le-feu en Algérie est la présence de l'O.A.S. Un accord ne pourrait pas être appliqué à Alger et à Oran, disent-ils, car la population européenne le refuserait par la force, l'O.A.S. décretant la "mobilisation générale". Seule l'armée française pourrait le lui faire respecter. Ainsi, par un beau renversement, ce serait l'armée qui garantirait l'indépendance des Algériens contre les Européens pendant la fameuse "période transitoire" .
Hélàs pour nos réalistes ! ce renversement n'est que dans leur tête, façonnée par les roueries de la propagande officielle.
D'abord, chacun sait que l'O.A.S. trouve son principal appui dans les cadres de l'armée française.

Ensuite, le rôle de cette armée n'est nullement d'assurer "la libre détermination des populations". De 1954 à 1961, l'armée française a essayé par tous les moyens d'écraser la révolte des populations algériennes. Actuellement, son rôle continue d'être de les étouffer, de les immobiliser pour empêcher qu'elles proclament l'indépendance et détruisent les privilèges des européens. Elle pèse de tout son poids, nonssur la minorité européenne mais sur la masse du peuple algérien. Ce poids, de Gaulle le met dans la balance des négociations pour tâcher d'arracher au F.L.N. des garanties pour les capitaux français investis en Algérie, des garanties pour le pétrole, pour les gros colons, pour les commerçants, les entrepreneurs. Et c'est pour cela que des hommes continuent de mourir en Algérie.

La lutte sur deux fronts ? En première page du journal : "237 O.A.S. arrêtés en deux mois", mais au bas de la page 6 on peut lire un communiqué officiel : "L'activité des forces de l'ordre est resté soutenue : 594 rebelles ont été mis hors de combat du 21 décembre au 28 décembre".

Des jeunes oranais se livrent à la chasse à l'arabe; ils pénètrent jusque dans les commissariats de police pour s'emparer de leur proie; des ambulances sont arrêtées et le blessé mis à mort ; les cadavres brûlés à l'essence restent des heures sur le trottoir. L'ordre apparemment n'est pas troublé, les forces de police n'interviennent que lorsque tout est fini et des gamins de 14 ou 16 ans peuvent se livrer à leur sport favori, comme ailleurs ils jouent au football.

Mais quand les Algériens descendent dans la rue, comme en décembre 60 ou en novembre 61, l'armée tire sans hésiter. L'O.A.S. assassine à Oran. "Réponse" de l'armée : dans la nuit du 17 au 18 janvier, les troupes investissent les quartiers algériens de la ville et, dans la journée, les agences annoncent le bilan: 14 algériens tués, 10 prisonniers. Chiffre provisoire.

L'armée française seule empêche les algériens d'être maîtres chez eux. Sans sa présence, il n'y aurait plus d'O.A.S., plus de ratonades en 48 heures. Salan, Godard et les autres auraient vite bouclé leurs valises pour le Katanga ou les Baléares ; les jeunes lyncheurs d'Oran se promeneraient sans poignard (ou se promeneraient sur le pont du bateau vers Marseille).

L'O.A.S. est née dans la répression violente et continue du peuple algérien par l'armée pendant sept ans. C'est derrière le paravent de cette armée que l'OAS et les lyncheurs agissent.

Ce n'est pas en criant "O.A.S. assassins", en réclamant du gouvernement gaulliste "le châtiment exemplaire" des plastiqueurs et des généraux factieux qu'on lutte contre les exploiteurs et les assassins du peuple algérien.

On nous appelle à combattre le fascisme. Mais d'où viennent les fascistes ? qui a envoyé Salan et Soustelle à Alger ? Le gouvernement français. Qui a voté les félicitations à l'armée en mai 1958 ? Tous les députés français. Et d'où ces fascistes tirent-ils leur force ? De la guerre, de la présence de l'armée française en Algérie.

C'est l'évacuation immédiate de l'Algérie, LE RETOUR DU CONTINGENT EN FRANCE qu'il faut imposer au gouvernement.

L'indépendance de l'Algérie c'est la fin de la guerre ET L'EFFONDREMENT DE L'O.A.S.

-:-:-:

DECAZEVILLE

Les mineurs de Decazeville sont en grève "au fond" depuis six semaines. Ils ont l'appui de toute la population locale; presque chaque jour, l'attention est attirée sur leur action par une nouvelle manifestation à Decazeville ou dans la région, par un nouveau geste de solidarité de la part d'autres mineurs ou de salariés d'autres branches.

Pourtant l'Etat refuse toujours de discuter de leurs revendications. C'est que pour l'Etat l'enjeu est important.

D'abord par l'intermédiaire des Charbonnages de France, il est le patron des mineurs. Il ne veut pas accepter des revendications qui lui coûteraient cher. Et surtout comme n'importe quel patron, il veut être le maître absolu de la main-d'oeuvre qu'il emploie, il veut pouvoir embaucher et débaucher selon son gré. Quand il a eu besoin de mineurs, il a dû consentir, pour en trouver, un certain nombre d'avantages: retraites, régime spécial de sécurité sociale, avantages en nature etc...

Maintenant qu'il n'a plus besoin de ces mineurs il voudrait qu'ils aillent se faire embaucher ailleurs en perdant tous ces avantages qu'il considère comme des "trucs" pour attirer la main d'oeuvre et pas du tout comme répondant à des besoins réels des travailleurs.

Mais l'Etat n'est pas seulement le patron des mineurs. Il supervise aussi l'ensemble de l'activité économique du pays. En particulier c'est lui qui organise les grandes opérations de reconversion économique, c'est à dire de modernisation plus ou moins brutale de l'économie d'une région. Pour que ces opérations se fassent à bon compte, il faut que la main d'oeuvre se laisse faire, qu'elle ne réagisse pas plus que la matière première ou les machines. C'est surtout pour cela que l'Etat ne veut pas discuter avec les mineurs de Decazeville : il ne veut pas créer un précédent qui risquerait de gêner les autres opérations de reconversion qui auront lieu dans l'avenir.

Mais les mineurs de Decazeville, eux, ne se considèrent pas comme de la matière première ou des machines. Que leur travail coûte de l'argent à l'Etat au lieu de lui en rapporter, c'est possible, mais ils n'y sont pour rien; ce n'est pas leur affaire. Ce qui est leur affaire, c'est d'avoir un gagne-pain, une maison, une retraite... Et pour beaucoup qui ont laissé leur santé au fond de la mine, perdre leur statut de mineur, c'est perdre leur seul moyen de vivre.

Les Charbonnages de France ont cru pouvoir éviter le conflit avec des promesses et un "plan" pour procurer du travail aux mineurs dans les autres entreprises. Mais même si ce plan avait effectivement été réalisé, ce qui est très hasardeux, car il dépendait dans une très large mesure du bon vouloir des autres patrons - il se serait traduit pour les mineurs par une aggravation brutale de leur condition.

Ainsi, les mineurs n'ont pas voulu que la "rationalisation" se fasse sur leur dos. Leur grève, dans ses objectifs, ne présente rien de nouveau. On peut la comparer, par exemple, aux grèves qui eurent lieu aux USA à propos de l'introduction de l'automation, ou à celles du Borinage, en Belgique.

En France, c'est la première fois qu'un mouvement de ce type prend une telle importance, et est mené avec une telle énergie.

Cependant, il est clair que les mineurs seront finalement vaincus si le mouvement ne s'étend pas. La solidarité sous forme de collectes d'argent, de débrayages partiels, est insuffisante. Et le refus des bureaucrates nationaux de FO et de la CFTC de donner l'ordre de grève aux autres mineurs, montre bien de quel côté ils se placent : du côté de l'"intérêt national", c'est à dire de l'Etat.

Si l'on veut obtenir des résultats tangibles, il est indispensable que les autres mineurs participent effectivement au mouvement.

Le passé a largement prouvé que l'Etat et les capitalistes cèdent lorsque leurs intérêts sont lésés.

Puisque les mines du Nord et de l'Est sont "rentables", il faut frapper là aussi.

Une fois de plus, la solidarité des travailleurs est la condition essentielle de leur victoire.

CHEZ LES MINEURS DE DECAZEVILLE

Nous sommes arrivés à Decazeville le 12° jour de grève. Le Comité des jeunes a organisé une manifestation(5000 jeunes de 5 à 20 ans). Nous participons. Un jeune nou explique que depuis longtemps déjà il y avait des licenciements, surtout des étrangers au début. Il aurait fallu se solidariser dès le début, ajoute-t-il. Il nous raconte qu'à Carmaux des mineurs étaient allés partor une requête à Lagabrielle! (directeur des Houillères). Devant ses promesses aussi imprécises qu'incertaines,ils veulent le garder comme otage, mais des syndicalistes s'y opposent.

Pour les jeunes, il n'y a aucune perspective ici; la mine n'embauche plus depuis longtemps, et il n'y a rien d'autre. Les bahuts ne préparent que jusqu'au B.I.

La manifestation se poursuit pendant une heure : "Du travail pour tous", "Que fait le gouvernement", "Les jeunes avec les mineurs", "Lagabrielle au poteau" (ici le service d'ordre intérieur intervient pour les faire taire). Puis on décide de s'asseoir sur place. Des jeunes font des topos exaltant la solidarité avec les aînés, demandant qu'on se préoccupe de leur offrir des perspectives de travail dans la région.

Nous allons au comité intersyndical. L'accueil est plutôt froid. On ne comprend pas que des étudiants s'intéressent à cette grève. On prétend que les mineurs ne veulent voir personne parce que trop fatigués. Nous insistons et nous finissons par nous faire entendre.

Au fond, nous sommes accueillis avec enthousiasme. On nous verse à boire, on chante l'Internationale. On discute de la grève.

-Comment a-t-elle débuté?

Ca couvait depuis longtemps. Les syndicats étaient divisés. Finalement les mouvements de la base ont imposé l'unité. On a décidé la grève dans une assemblée générale convoquée par le Comité Intersyndical.

-Quelles sont les revendications?

On veut la retraite proportionnelle (les flics l'ont bien!) ou le maintien de la Sécurité Sociale Minière.

On n'est pas contre la reconversion, mais à condition

- que le salaire et nos avantages soient maintenus,
- qu'on ne soit pas considérés comme des apprentis et qu'on ne nous foute pas à la porte à la moindre occasion.

Ils sont capables de monter des usines bidons qui dans deux ans seront en faillite. De toutes façons, pour le moment il n'y a rien. Des usines, il en faut pour les jeunes.

-La mine est-elle rentable?
Les ingénieurs du bassin ont montré que, exploitée comme ils le demandent, elle le serait. De toutes façons si elle n'est pas rentable, ce n'est pas notre faute! la productivité n'a cessé d'augmenter. A la Buissonie, on a le plus fort rendement de France: 3 700 Kg par mineur par jour; la moyenne du bassin est de 2 400 Kg. Ils créent un déficit artificiel: quatre couches de peinture à l'huile sur de vieux bâtiments, ils dépensent des millions à rechercher des veines qui seraient rentables, mais qu'ils n'exploitent pas, les anciens propriétaires touchent des millions à ne rien faire alors que nous, on crève au fond.
Et si elle n'est pas rentable, ils n'ont qu'à nous la donner!

-Sauriez-vous la faire marcher?
Bien sûr! c'est nous qui faisons tout.

-A Graissessac et Alès, le problème est le même, pourquoi ne pas aller à 2 ou 300 leur expliquer qu'ensemble, on gagnerait?
Des délégations des syndicats sont venues; et puis si on sort il y aura les CRS et de la bagarre. Ici ils ne viennent pas parce qu'ils savent ce qui les attend.

-Pourquoi ne pas envoyer des mineurs en délégation, Samedi 6 janvier, lors des meetings de solidarité à Alès et Graissessac?
Ce serait bien, le comité a dû y penser, il le fera sans doute.

-Pourquoi ne pas le proposer?
Je ne suis pas délégué.

-Il paraît qu'un journaliste de l'"Humanité" a failli se faire malmener, c'est vrai?
Il allait au fond pour distribuer des cartes du P.C. et pour dire qu'il fallait faire échouer la C.E.C.A. C'est pas une grève politique, c'est une grève sociale. On était tous d'accord et les syndicats ont été obligés de s'unir.

-Pourtant c'est bien à cause de la politique du gouvernement qu'on veut fermer la mine?
Oui, bien sûr, mais c'est une grève sociale parce qu'elle défend tous les mineurs. Elle n'est pas pour un syndicat ou un parti. Et puis ces salauds du gouvernement, ils le savent bien que notre cause est juste, c'est pour ça qu'ils déforment les informations. Il veulent faire un désert ici et mettre toutes les usines dans le Nord, pour être plus près de l'Allemagne et de la Belgique. Eux, leurs "syndicats"sont unis. Ils s'entendent bien pour l'Europe.

-Ne faudrait-il pas étendre le mouvement?
Oh! Il y a beaucoup de solidarité: ceux de Graissessac et d'Alès nous ont envoyé de l'argent. On a quarante millions en caisse. Seulement dans les mines de Carmaux, ils espèrent que grâce à la fermeture de notre mine, ils pourront tenir plus longtemps; mais ils sont foutus eux aussi.
Même l'évêque est avec nous! Et les maires qui ont démissionné. Cela fera du bruit !

-Les maires et les curés sont solidaires pour la façade, non?
Mais non! Ils perdraient la moitié de leurs clients. Bien sûr la solidarité des autres mineurs, c'est plus efficace. C'est quand on sera tous les ouvriers au coude à coude qu'on gagnera. En Russie, ils sont comme nous, en Amérique ils ont des voitures mais ce sont quand même des ouvriers, bien que leurs syndicats soient des

capitalistes.

-Le Comité intersyndical existe depuis combien de temps?

Depuis deux ans. Avant les syndicats se tiraient dans les pattes. Quand on a eu le couteau sous la gorge, on était tous décidés, alors ils ont fait l'unité. Depuis le début de la grève chaque atelier a un comité d'action qui groupe tous les mineurs. Il est chargé d'organiser la lutte et de faire appliquer les décisions du comité intersyndical. A la Buissonie, à Miramond, à Blanès, ils ont fait des motions pour demander au comité intersyndical de forcer les centrales à lancer une grève nationale. Nous on tiendra jusqu'au temps des cerises et même jusqu'au temps des chataîgnes. Mais on a besoin de la solidarité.

-Y-a-t-il des contacts entre les comités d'action, les piquets de grève?

Au début on restait au fond sans sortir, il n'y avait pas de contact. Maintenant on sort deux heures par jour, mais pas à la même heure. Les contacts se font par les délégués au comité intersyndical.

-Pourquoi ne pas conserver les comités d'action après la grève?

Maintenant on est sur le tas, on se rend compte de la situation, Quand on travaille, on n'a pas le temps et on est crevé.

-Depuis le début, y a-t-il eu des Assemblées Générales?

Le comité intersyndical est toujours en session. Nos délégués y vont. Maintenant que l'union est faite, nous faisons confiance au comité.

CHEZ LES FEMMES DES MINEURS

Nous sommes d'abord passées dans une cité où habitent des ouvriers travaillant dans les usines (carbo-chimie). La première femme rencontrée (qui s'est plus tard avérée être l'épouse de secrétaire du syndicat) nous a affirmé être entièrement solidaire des grévistes. "Nous leur donnons un jour de salaire par semaine et nous ferons d'autres sacrifices s'il le faut. Si la grève continue il y aura sûrement de la misère et alors on pourra compter sur nous. Nous tiendrons tant que nous pourrons". Elle nous a ensuite envoyé à la Cité de Cerles habitée par les mineurs.

Dans le premier foyer nous avons été très bien reçues. Elle préparait le cabas pour son homme et a discuté avec nous tout en épluchant ses pommes de terre. "Oui, ils sont gonflés à bloc, et vous diront eux-mêmes qu'ils resteront au fond jusqu'aux cerises, jusqu'aux chataîgnes et même jusqu'à la retraite s'il le faut. La séparation a été très dure. Nous savions qu'au début ils vivaient dans de très mauvaises conditions, qu'ils dormaient sur de la paille de seigle qui les étouffait. Maintenant, ils dorment sur des planches. Actuellement on nous permet d'aller leur apporter les cabas une fois tous les trois jours. Nous hésitons à leur amener les enfants à cause de l'attendrissement".

- Et au point de vue matériel? Avez-vous touché une aide financière?

- "Nous n'avons touché aucune aide jusqu'à ce jour; on nous a dit que le 12 janvier on touchera quelque chose. Jusqu'à présent, ça va à peu près, mais il ne faudrait pas que ça dure trop longtemps. Moi, je n'ai qu'un enfant donc pas d'allocations familiales. Toutes les femmes ont acheté le Noël des enfants, il y a donc eu des frais, et si nous avions su nous aurions fait des économies. Imaginez que jusqu'à présent, nous avons versé plus d'un million pour la retraite. Et ça personne ne le sait. Ca fait de gros sacrifices tous les mois. Mon mari est à la mine depuis 19 ans et il lui faudra 35 ans de mine pour prendre sa retraite. Alors ce n'est pas pour demain".

Deuxième foyer : accueil plus froid. On pense que nous venons quémander. Ce sont des étrangers (espagnols probablement). Nous leur expliquons que nous venons simplement faire une enquête. Le mari est à la maison: il redescendra ce soir. On sent chez lui une certaine lassitude. Il laisse échapper : "C'est dur, on en a marre". Mais il se reprend vite : "Nous tiendrons le temps qu'il faudra, nous voulons gagner".

Troisième foyer. Ici le mari est présent, en permission spéciale, car un de ses gosses et sa femme sont tombés malades en allant l'attendre sur le carreau. "En 48 ce n'était pas pareil, nous avions nos hommes à la maison, c'était moins dur" dit la femme.

- Et vous pensez que la grève au fond, est plus efficace?

-"C'est sûr. Ils sont gonflés à bloc et resteront le temps qu'il faudra. Ce que nous demandons, c'est le pain, pas le luxe. Nous voulons qu'ils montent des usines, car nos enfants vont à l'école technique et sortis de là ils ne trouvent pas de travail. Une jeune fille en a trouvé à l'usine de Marcillac (matières plastiques) mais c'est à 20 km et elle doit faire le trajet 2 fois par jour. Elle gagne trente mille francs par mois, n'est ni logée, ni chauffée.

D'autre part à Marcillac il n'y a que 300 places et si on ferme la mine deux mille ouvriers seront sans travail. On ne veut pas les prendre ailleurs car ils sont tous plus ou moins touchés par la silicose. Et certains n'ont pas que ça, car c'est un métier très dur. Le plus sale métier de la terre. Mais nous voulons le garder. S'ils ferment les mines nous serons à la rue. D'autre part beaucoup de mineurs sont endettés: ils ont fait construire et leurs maisons ne sont pas payées. Nous voulons bien aller ailleurs, mais qu'on nous donne les mêmes avantages.

Et puis, si la mine ferme, c'est la mort de tout l'Aveyron. C'est pourquoi, d'ailleurs, les paysons sont avec nous.

Et puisqu'ils disent que la mine n'est pas rentable, ils n'ont qu'à nous la donner. Le charbon est beau comme de la glace. Mais ils ont fait murer les plus belles veines. D'autre part le charbon part de Decazeville, mais on ne sait pas qu'il vient de là. Leurs petites saloperies vont maintenant être mises au grand jour.

Tout le monde nous aide. Les épiciers nous font le 10 du cent et le boucher du 5 du cent. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est toujours ça. Ils nous ont dit de ne pas nous en faire, s'il arrive un coup dur leurs portes ne se fermeront pas.

Nous les femmes nous sommes aussi décidées. Si une se laisse abattre toutes les autres sont là pour la remonter. S'il le faut nous irons à Paris, ils ne nous recevront peut-être pas, mais nous irons quand même .....

Hier, à la manifestation, nous y étions toutes. Nous avons chanté l'Internationale devant un rang de curés et de bonnes soeurs.... qui n'ont rien dit !

Les mineurs tiendront jusqu'à la victoire ".

S O C I A L I S M E ou B A R B A R I E

Revue théorique de l'organisation Pouvoir Ouvrier

Le N° 33 vient de paraître

En vente : kiosques, librairies, gares. Le numéro : 3 NF.
Abonnement un an (4 numéros) : 10 NF.
42, rue René-Boulanger, Paris 10e. C.C.P. Paris 11. 987.19

Le S.T.O chez RENAULT.

Le S.T.O., pour ceux qui ne s'en souviennent plus, c'était le Service du Travail Obligatoire institué par le régime nazi dans les pays d'occupation. C'est cet organisme qui déportait des milliers de travailleurs vers les industries du Grand Reich.

Les conditions de vie réservées à ces travailleurs, bien que meilleures que celles des camps de concentration, ont été une des hontes du régime nazi. Les ouvriers vivaient dans des baraquements , loin de leur famille, et absolument déracinés. Heureusement les armées de la démocratie ont libéré les travailleurs de ces conditions de vie. Après la guerre ils ont pû regagner leur pays d'origine.

Mais l'embauche d'ouvriers étrangers avait du bon pour le capitalisme allemand. Les ouvriers déracinés et ne parlant pas la langue des habitants étaient beaucoup plus facilement exploitables. Ils ne se comprenaient pas entre eux et étaient à la merci de leur employeur qui exerçait une pression et un contrôle continuels sur leur vie.

Le capitalisme français a dû se souvenir de cette belle période, et pour parer à toute vélléité de grève, et surtout pour empêcher les salaires d'augmenter, il emploie aujourd'hui les mêmes méthodes qu'il avait désavouées il y a I5 ans.

A la Régie Renault on importe de la main d'oeuvre. Les négriers sillonnent la Bretagne et l'Italie pour embaucher.

Les offres sont mirifiques : 700 NF. par mois disent la Régie et "Le Monde".... mais 700 NF. à condition de venir travailler le samedi et de faire des semaines de plus de 55 heures.

Logement assuré disent la Régie et "Le Monde".... mais à condition de cohabiter dans le même logement avec d'autres travailleurs et à condition de vivre à 40 Km. de son travail et d'allonger ainsi la journée avec plus de 3 heures de transport.

Et les conditions de vie de ces travailleurs ?

Celà, ni la Régie ni " Le Monde " n'en parle ! La vie dans un trou perdu, les dimanches sans distractions - à moins de tenter l'entreprise d'aller sur Paris -, être la proie facile des quelques commerçants du pays qui veulent profiter de l'aubaine, être déraciné, privé de toutes les attaches qui constituent souvent les seules satisfactions de la vie d'un travailleur : le milieu familial, le milieu des amis, le pays où l'on a vécu....

Certains, alléchés par les 700NF. par mois sont venus tout de même. Certains aussi sont repartis après avoir mis en balance les avantages et les inconvénients.

Mais pourquoi ce nouveau S.T.O. à Paris en I962 ? Y-a-t-il une telle pénurie de main d'oeuvre ? Si c'est vrai, pourquoi a-t-on licencié l'année dernière 2 000 travailleurs dans la même entreprise, et pourquoi ne rembauche-t-on pas ceux que l'on a licenciés ?

Parce que l'on a licencié les mauvaises têtes, la Régie a fait une sélection. Elle préfère aller déraciner des Bretons ou des Siciliens qu'elle aura sous sa coupe dans ses casernes, que de réembaucher des ouvriers parisiens qui ont trop montré leur opposition aux méthodes de travail de la Régie.

La direction préfère investir de l'argent dans l'entreprise de déportation de ces travailleurs, que d'augmenter ceux qui habitent Boulogne ou Clamart, parcequ' 1 elle se méfie de ces travailleurs de souche et qu'elle espère récupérer l'argent qu'elle a investi dans ses casernes par les cadences qu'elle va imposer à ces nouveaux déportés.

La lutte contre la "bombe" en ANGLETERRE

Depuis l'année dernière, un mouvement important a rassemblé en Angleterre des milliers de gens en dehors des groupes politiques traditionels pour lutter contre les expériences atomiques auxquelles procèdent cyniquement les deux blocs. C'est le Comité des 100, présidé par Bertrand Russell.

Il ne se contente pas d'organiser des marches à travers l'Angleterre dans le voeu pieux d'attirer l'attention des gouvernements. Il abandonne les méthodes pacifiques traditionnelles et appelle ouvertement à la désobéissance civile.

Plusieurs manifestations ont eu lieu à Trafalgar Square, et devant les bases américaines en Angleterre, qui n'étaient pas seulement non-violentes et folkloriques, comme les images au cinéma et à la télévision le laissent croire aux spectateurs français.

En réalité si les méthodes non-violentes peuvent être extrèmement efficaces et sont utilisées par les manifestants, il ne faut pas oublier que la police a matraqué, que le gouvernement anglais, inquiet, fait arrêter plusieurs des membres du Comité des 100: certains sont entrés dans la clandestinité et continuent leur travail militant avec l'appui des autres.

Quelle est la signification de ce mouvement volontairement passé sous silence, ou traité en dérision par la presse française, y compris celle de gauche? Quelle sont les sources de sa force? Nous citons les réponses données à ces questions par nos camarades anglais de Solidarity for Workers' Power (Solidarité pour le Pouvoir Ouvrier), qui militent activement au sein de ce mouvement:

"Pourquoi le nouveau mouvement s'est-il développé en dehors des organisations traditionelles? Peu de gens nieraient le sentiment d'indifférence, sinon de mépris ressenti aujourd'hui à l'égard de tous les groupes de la gauche. Aucune de ces organisations, même de loin, ne correspond aux préoccupations des gens ordinaires. Toutes réflètent des facettes différentes de la société établie, à l'est comme à l'ouest. Bien des gens rejettent cette société privée de sens et irrationelle, sinon franchement odieuse.

Mais aucune alternative n'est offerte ni par les conservateurs ou les libéraux, ni par les travaillistes ou les communistes. Tous sont corrompus, malhonnêtes, cherchant à se servir des gens. Les partis sont aux mains de cliques bureaucratiques qui n'ont d'autre intérêt que le

leur. Aucun n'appelle les gens à penser et à agir par eux-mêmes, de n'avoir confiance qu'en eux et en leur force collective. Partout les dirigeants savent mieux que les autres. Des intérêts économiques solides sont masqués par des idéologies ossifiées.

Dans ces conditions, est-ce étonnant que les gens, et surtout les jeunes, recherchent un drapeau radicalement nouveau?

Le Comité des 100 proclame sans ambiguité une lutte intransigeante contre toutes les armes nucléaires, et pas seulement celles de l'un ou l'autre bloc. Il ne cherche pas à utiliser le désir de paix et l'idéalisme des gens pour les tromper et les faire soutenir des causes qui leur sont totalement étrangères. Le Comité ne se vante pas de sa puissance, de son savoir, de ses capacités d'organisation, de ce qu'il fera, ou de la manière dont lui va résoudre les problèmes du moment. Il appelle les gens à prendre dans leurs propres mains la solution des problèmes les plus importants qui les concernent. "Il appelle à une conscience militante et à une action autonome des masses."

Nous signalons que le Comité des 100 fait des appels aux ouvriers pour qu'ils forment des groupes de lutte dans les usines. Les bombes ne représentent en fait pour les dirigeants que l'ultime justification d'exploiter leurs propres ouvriers en paix.

-:-:-:-:-:-:-

Un autre exemple d'action contre la bombe est l'envoi de délégations aux ambassades soviétique et américaine. Nous traduisons un récit de ce qui s'est passé à l'ambassade soviétique, publié dans"Solidarity"

QUATRE HEURES DANS L'AMBASSADE DE "L'ETAT OUVRIER DEGENERE"

(Article paru dans le n° 9 de "Solidarity", Novembre, 1961)

Mardi, le 19 octobre, 8h du soir. Cinq personnes se présentent à l'ambassade russe, Avenue des Milliardaires, Kensington: une ménagère, un ouvrier imprimeur, un étudiant en architecture, un comptable et un délégué du personnel de la métallurgie ("shop steward"). Nous frappons à la porte. Est-ce qu'on va nous admettre? Nous sommes une délégation officielle (du type qu'adorent les bureaucrats) mais il y a une petite différence dans notre délégation: nous sommes prêts à nous asseoir sur les marches si l'on nous refuse l'entrée. Je m'amuse à l'idée qu'une délégation de militants pour la paix soit refusé par ceux qui ont l'habitude de parler très fort à ce sujet.

La porte s'ouvre: nous pénétrons dans l'ambassade de l'état ouvrier dégénéré. Pas un ouvrier en vue: même un dégénéré. Seulement une lourde atmosphère d'opulence victorienne surannée. Il y a belle lurette que les camarades d'ici ont dû faire une journée de travail.

Un fonctionnaire nous reçoit poliment. "C'est avec grand regret que les soviétiques feront exploser leur bombe, mais il s'agit de la sécurité de l'état soviétique."

-"Mais que dites-vous des milliers de victimes parmi les vivants et ceux à naître que vont causer ces expériences?"

-"Toutes les précautions ont été prises. Il n'y aura pas de retombée. De toute façon vous avez seulement les reportages de la presse occidentale comme preuve que nous allons procéder à des expériences nucléaires. Il n'y en aura peut-être pas. Ou il y en aura peut-être trois - ou dix- on ne sait pas. Le discours du camarade Kroushchev a peut-être été mal rapporté, etc., etc...."

A 8h40 notre porte-parole déclare au porte-parole russe que nous ne sommes pas satisfaits. Désolés, mais nous allons rester ici jusqu'à ce que nous ayions l'assurance qu'ils ne feront pas exploser leur bombe de "fin de monde". Et si l'on nous dit "Niet" nous resterons aussi par signe de protestation.

Notre interlocuteur reste ahuri. "Avons-nous conscience de ce que nous sommes en train de faire? Ne savons-nous pas que nous sommes sur le sol russe? En étions-nous prêts à subir les conséquences?" Il nous vient à l'idée de douces petites pensées de mines de sel, d'aveux préfabriqués. Nous disons que nous allons rester. La discussion continue, les officiels se relayant comme des poulets à une manif. On parle de politique. Nous disons que leurs justifications des expériences nucléaires sont les mêmes que celles des gouvernements anglais et américains que les systèmes sociaux sont différents, et que le leur est meilleur. Pour défendre ces "différences fondamentales", tant pis si le monde devient radioactif.

On n'a pas eu droit au caviar, mais on nous a permis d'utiliser les chiottes..

A 10h on a distribué aux officiels des tracts appelant à l'amitié avec les ouvriers russes qui n'ont rien eu à dire dans les décisions monstrueuses de leurs chefs. Les officiels sont restés figés.

A 11h on nous a fait remarquer que nous étions dans la résidence privée de l'ambassadeur. Nous ne pouvions pas y passer la nuit. Nous pouvions revenir le lendemain nous asseoir dans la luxueuse salle d'attente jusqu'à 6h du soir (ils ne travaillent que 7 heures par jour!).

A 11h30 on nous informe que la police a été appellée pour nous vider. Je me demandais s'ils avaient téléphoné à Moscou. Est-ce que le portier serait vidé? Est-ce que le premier secrétaire engueulerait le deuxième? Le ministre de l'intérieur, a-t-il approuvé cette intrusion brutale de la police impérialiste dans la propriété russe? Est-ce que Lénine se retournait dans sa tombe?

A 11h40 quelques officiers de police haut gradés et confus arrivent avec leurs valets pour nous vider. Aucune charge serait retenue contre nous. Les juristes dans l'avenir pourront discuter pour savoir si nous aurions pu être inculpés sous la loi anglaise pour une infraction commise sur le sol russe!

-:-:-:

POUR QUOI NOUS LUTTONS

Le monde capitaliste se survit sans rien changer à la division de la société entre possédants qui dirigent et dépossédés qui exécutent. A l'Est comme à l'Ouest, les dirigeants de l'économie et de l'Etat s'emploient à transformer le travailleur en automate asservi aux machines, obéissant docilement aux slogans de la propagande officielle.

Depuis sa naissance, la classe ouvrière a lutté pour se libérer de l'exploitation et pour organiser la société sur une base collective.

La seule solution à la crise du monde moderne c'est l'organisation de la société par les travailleurs, le pouvoir des travailleurs exercé par des Conseils élus et révocables, par des organes permettant à toute la population travailleuse de gérer la vie sociale. La population travailleuse n'est rien d'autre que le producteur collectif de la société moderne. Elle est donc seule capable d'organiser la production et d'établir une planification répondant à ses propres besoins.

Ouvriers, employés, intellectuels, nous combattons pour le socialisme, pour le

Pouvoir ouvrier

Les organisations qui prétendent représenter la classe ouvrière ont abandonné ce combat depuis longtemps. Les centrales syndicales actuelles ne sont même plus capables de soutenir sérieusement les revendications ouvrières pour les salaires et les conditions de travail.

Contre les appareils bureaucratiques qui dirigent les syndicats actuels, nous ne préconisons pas de former de nouveaux syndicats, mais nous agissons pour que les travailleurs décident eux-mêmes de leurs propres revendications, organisent et contrôlent à la base leurs propres luttes.

Contre le nationalisme qui asservit les exploités aux exploiteurs de chaque pays, nous proclamons la nécessité d'unir les prolétaires de tous les pays en un seul mouvement international.

Nous luttons pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire, une avant-garde des travailleurs manuels et intellectuels dont le seul but sera d'aider l'ensemble de la classe ouvrière à réaliser son propre pouvoir :

Le pouvoir des conseils des travailleurs

Abonnez-vous : 1 an (11 numéros) .... 2 NF. 50
ou 10 timbres à 0,25 NF.
Abonnement de soutien : 1 an..... 5 NF.

Faire les versements à :
SOCIALISME OU BARBARIE
42, rue René-Boulanger, Paris (10e).
C. C. P. 11987-19 Paris
Gérant : P. ROUSSEAU.

Supplément à la revue « SOCIALISME OU BARBARIE ».